CONVOCACTION CONSEIL MUNICIPAL

Le Conseil Municipal se réunira en Mairie le 12 mars 2025, à 20 heures.

Ordre du jour :

- Convention AIIS 2025.
- Compte Financier Unique 2024.
- Affectation du résultat.
- Vote des taux des taxes locales 2025.
- Fongibilité des crédits.
- Budget 2025
- Subvention collègue René Cassin.
- ONF : état d'assiette, dévolution et destination des coupes de l'année 2025.
- Protection Sociale Complémentaire : mandatement du Centre de Gestion de la Haute-Saône afin de conclure une convention de participation dans le domaine de la santé.
- Validation de l'étude d'impact financière pour le gîte d'étape vélo.
- Questions diverses : information sur le marché de maîtrise d'œuvre des travaux de l'immeuble au 26 Grand'Rue.

En Mairie, le 6 mars 2025

CONSEIL MUNICIPAL du 12 mars 2025

Le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Nicolas VIROT.

Présents : Franck BARRET, Michelle COMBET BLANC Colette CONTET, Annick GUILLAUMOT Bénédicte MAUSSIRE, Thomas PARICAUD, Vincent TERREAUX, Aurélien THEVENOT, Lionel VALDENNAIRE, Nicolas VIROT.

Absent excusé : néant

Absent non excusé : néant

Annick GUILLAUMOT a été élue secrétaire.

01/2025 Convention AIIS 2025

L'Association Intercommunale d'Insertion de la région de Saulx (AIIS) propose aux bénéficiaires du RSA, chômeurs, ... des activités en vue de leur insertion et qui soient utiles aux communautés locales.

Monsieur le Maire présente la convention AIIS INTERM'AIDE qui détermine les engagements de chaque partie dans le cadre de travaux effectués par une équipe d'AIIS pour le compte de la commune.

La commune de Chariez souhaite faire appel aux services d'AIIS INTERM'AIDE et s'engage à payer une adhésion annuelle à l'association, d'un montant de 200 €.

AIIS INTERM'AIDE assure notamment l'entretien des espaces verts et peut ponctuellement intervenir sur d'autres travaux dans la commune.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à **l'unanimité** :

APPROUVE la convention la convention AIIS INTERM'AIDE telle que présentée par le Maire.

AUTORISE le Maire à signer la convention et PAYER l'adhésion à hauteur de 200 €.

Pour 10

Contre 0

Abstention 0

02/2025 Approbation du Compte Financier Unique (CFU) 2024

Le CFU est un document unique commun à l'ordonnateur et au comptable public, qui se substitue au compte administratif et au compte de gestion. A lui seul, il remplit les mêmes fonctions de « rendus de comptes ». Le CFU provisoire est établi en fin d'exercice par l'ordonnateur et transmis au service de gestion comptable pour fiabilisation et enrichissement des états comptables.

Le vote du CFU constitue l'arrêté des comptes, il est le document commun définitif comprenant à la fois les données de l'ordonnateur et celles du comptable. Tout comme le compte de gestion, et le compte administratif, il doit être approuvé avant le 30 juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice.

Considérant que Madame Annick GUILLAUMOT, 1^{ère} Adjointe, a été désignée pour présider la séance lors du vote du Compte Financier Unique.

Considérant que Monsieur Nicolas VIROT, maire, a quitté la salle au moment du vote du Compte Financier Unique.

Après en avoir délibéré à l'unanimité, le conseil municipal :

APPROUVE le compte financier unique de la gestion 2024, lequel peut se résumer de la manière suivante :

BUDGET PRINCIPAL		
	Section de fonctionnement	Section d'investissement
Dépenses	118 588.78 €	53 633.92 €
Recettes	147 463.51 €	74 310.59 €
Résultat de l'exercice 2024	28 874.73 €	20 676.67 €
Reports de l'exercice 2023	111 137.64 €	- 62 630.66 €
Restes à réaliser 2024	0.00 €	0.00 €
Résultat de clôture	140 012.37 €	- 41 953.99 €

CONSTATE que la procédure de confection du Compte Financier Unique est commune à l'ordonnateur et au comptable public et est entièrement dématérialisée. Ainsi des contrôles automatisés de cohérence se font et mettent en évidence les identités de valeur entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable.

ARRETE les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Pour 9

Contre 0

Abstention 0

03/2025 Affectation du résultat

Le Conseil Municipal après avoir examiné le Compte Financier Unique de l'exercice, statuant sur l'affectation du résultat de fonctionnement de l'exercice, compte tenu des crédits de report au budget primitif.

Constatant que le compte administratif fait apparaître un excédent de fonctionnement de 173 768.23 €. Décide à l'unanimité d'affecter le résultat de fonctionnement comme suit :

A/ Résultat de l'exercice fonctionnement	28 074.73 €
B/ Résultats antérieurs reportés fonctionnement :	111 137.64 €
C/ Résultat à affecter	140 012.37 €
D/ Solde d'exécution d'investissement :	- 41 953.99 €
E/ Solde des restes à réaliser d'investissement :	0.00 €
F/ Besoin en financement :	- 41 953.99 €
AFFECTATION = C	140 012.37 €
G/ Affectation en réserve au compte R1068 en investissement :	41 953.99 €
H/ Report en Fonctionnement R002	98 058.38 €

Pour 10

Contre 0

Abstention 0

04/2025 Vote des taux des taxes locales 2025

Monsieur le Maire propose de ne pas augmenter les taux des taxes au titre de l'année 2025.

Le conseil municipal, vu les articles 1636B *sexies* à 1636B *undecies* et 1639A du Code général des impôts, et après avoir délibéré, à l'unanimité :

DECIDE de fixer les taux pour l'année 2025 comme suit :

Taxe d'habitation :	7.00 %
Taxe foncière bâti :	34.75 %
Taxe foncière non bâti :	34.11 %

Pour 10

Contre 0

Abstention 0

05/2025 Fongibilité des crédits pour l'exercice 2025

Vu l'article L 5217-10-6 du Code Général des collectivités territoriales ;

Vu l'article L 2321-1 du Code Général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° 11-2022 du Conseil Municipal approuvant le passage à la nomenclature M57 à compter du 1^{er} janvier 2023 ;

Considérant la mise en place de la nomenclature M57 depuis le 1^{er} janvier 2023

Considérant que le conseil peut déléguer au maire la possibilité de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de chaque section, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel.

Après en avoir délibéré à l'unanimité, le conseil municipal décide :

- **D'AUTORISER** le Maire à procéder, à compter de cette délibération et pour l'exercice en cours, à des virements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de chaque section.

- **D'HABILITER** le Maire à prendre tous les actes nécessaires à la bonne exécution.

Pour 10

Contre 0

Abstention 0

06/2025 Vote du budget 2025

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal a voté à l'unanimité le budget commune 2025 tel que présenté par Monsieur Nicolas VIROT, Maire.

Ce document est consultable en Mairie aux heures d'ouverture du secrétariat.

Pour 10

Contre 0

Abstention 0

07/2025 Subvention collège René Cassin

Le collège René Cassin de Noidans les Vesoul, par courrier en date du 3 février dernier, nous sollicite au titre de l'année 2025 pour un soutien financier, afin d'offrir aux élèves des compléments (projets éducatifs pluridisciplinaires) aux formations initiales.

12 élèves de la commune sont scolarisés au collège René Cassin.

Le conseil municipal, entendu cet exposé et après en avoir délibéré à l'unanimité :

ACCEPTE de verser une subvention de 20 € par élève au Collège René Cassin de Noidans les Vesoul, soit un montant de 240 €.

Pour 10

Contre 0

Abstention 0

ONF : état d'assiette, dévolution et destination des coupes de l'année 2025

Délibération ajournée et reportée à une séance ultérieure, en attente d'une rencontre avec un responsable ONF pour avoir plus de précisions sur les frais et les modes de gestion des coupes et des ventes.

Monsieur le Maire retire de l'ordre du jour la question et la renvoie à une séance ultérieure du conseil municipal

08/2025 Protection Sociale Complémentaire : Mandatement du Centre de Gestion de la Haute-Saône afin de conclure une convention de participation dans le domaine de la santé

Le Maire expose :

L'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique vient renforcer le dispositif relatif à la protection sociale complémentaire en instituant à compter du 1^{er} janvier 2025 en matière de prévoyance, et du 1^{er} janvier 2026 en matière de santé, une participation financière obligatoire des employeurs publics à des contrats d'assurances (labellisés ou issus d'une convention de participation) souscrits par leurs agents.

L'adhésion à une protection sociale complémentaire reste facultative pour les agents.

Le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement, prévoit une participation mensuelle minimale des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement, pour chaque agent, des garanties de protection sociale complémentaire.

- Au titre des risques d'atteinte à l'intégrité physique de la personne et les risques liés à la maternité, désignés sous la dénomination de risque « santé » ; La participation mensuelle des collectivités

territoriales et de leurs établissements publics au financement, pour chaque agent, ne peut être inférieure à la moitié d'un montant de référence, fixé à 30 euros.

- Au titre des risques d'incapacité de travail, des risques d'invalidité et le cas échéant, liés au décès, désignés sous la dénomination de risque « Prévoyance » ; La participation mensuelle des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement, pour chaque agent, des garanties prévues à l'article 1er ne peut être inférieure à 20 % du montant de référence, fixé à 35 euros

Le montant accordé par la collectivité peut être modulé selon le revenu ou la composition familiale de l'agent, dans un but d'intérêt social.

Cette participation peut être accordée soit au titre de contrats et règlements auxquels un label a été délivré, soit au titre d'une convention de participation.

La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale autorise, en son article 25 les centres de gestion à « conclure avec un des organismes mentionnés au I de l'article 88-2 une convention de participation dans les conditions prévues au II du même article ».

La conclusion d'une telle convention de participation doit intervenir à l'issue d'une procédure de mise en concurrence transparente et non discriminatoire prévue par le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011.

Le Centre de gestion de la Haute-Saône a décidé de mener, pour le compte des collectivités qui le demandent, une telle procédure et conclure à compter du 1^{er} janvier 2026 et pour une durée de 6 ans, une convention de participation sur le risque « santé ».

A l'issue de cette procédure de consultation, la collectivité conservera l'entière liberté d'adhérer à cette convention de participation, en fonction des tarifs et garanties proposés. L'adhésion à de tels contrats se fera, au terme de l'article 25 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, par délibération et après signature d'une convention avec le CDG70.

Le montant de la participation que la collectivité versera aux agents sera précisé à la signature de la convention, à l'issue du dialogue social qui a été engagé et après avis du comité social territorial du CDG70.

APRES EN AVOIR DELIBERE,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 22 bis,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 25 et 33,

Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents,

Vu l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique visant à renforcer le dispositif relatif à la protection sociale complémentaire en instituant à compter du 1er janvier 2025 en matière de prévoyance, et du 1er janvier 2026 en matière de santé, une participation financière obligatoire des employeurs publics à des contrats d'assurances (labellisés ou issus d'une convention de participation) souscrits par leurs agents.

Vu l'avis du comité social territorial du CDG70 du 18/02/2025,

Vu la délibération du CDG70 en date du 18/02/2025 approuvant le lancement d'une démarche visant à conclure une convention de participation sur le risque « Santé » pour les employeurs territoriaux qui le souhaitent,

Considérant l'intérêt pour les agents d'une participation de l'employeur au financement de leur protection sociale complémentaire,
Considérant l'intérêt pour les employeurs de choisir la convention de participation pour participer à la protection sociale complémentaire de leurs agents,

Considérant l'intérêt de confier la procédure de mise en concurrence pour la conclusion de telles conventions au CDG70 afin de bénéficier notamment de l'effet de la mutualisation,

Le Conseil municipal

Article 1 : souhaite s'engager dans une démarche visant à faire bénéficier ses agents d'une participation financière à leur protection sociale complémentaire dans le cadre d'une convention de participation pour le risque « Santé ».

Article 2 : mandate le CDG70 afin de mener pour son compte la procédure de mise en concurrence nécessaire à la conclusion d'une convention de participation pour le risque « Santé ».

Article 3 : s'engage à communiquer au Centre de gestion de Haute-Saône les caractéristiques quantitatives et qualitatives de la population en cause.

Article 4 : prend acte que son adhésion à cette convention de participation n'interviendra qu'à l'issue de la procédure menée par le Centre de gestion 70 par délibération et après convention avec le CDG70, étant précisé qu'après avoir pris connaissance des tarifs et garanties proposés, la collectivité aura la faculté de ne pas signer la convention de participation souscrite par le CDG70.

Pour 10

Contre 0

Abstention 0

09/2025 Validation de l'étude d'impact financière pour le gîte d'étape vélo

Mr le Maire informe l'Assemblée que dans le cadre de la demande de subvention DETR à l'Etat pour le gîte d'étape vélo, il convient de produire une étude d'impact financière.

Mr le Maire présente au conseil municipal l'étude d'impact financière établie par le Mr le Conseiller aux Décideurs Locaux (CDL) du Service de Gestion Comptable de Vesoul (SGC).

Après en avoir débattu le conseil municipal prend acte de l'étude d'impact financière et à l'unanimité, le conseil municipal :

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à poursuivre le projet de gîte d'étape vélo.

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Pour 10

Contre 0

Abstention 0

➤ Questions diverses

Information sur le marché de maîtrise d'œuvre des travaux de l'immeuble au 26 Grand'Rue.

Franck BARRET	Michelle COMBET BLANC	Colette CONTET	Annick GUILLAUMOT
Bénédicte MAUSSIRE	Thomas PARICAUD	Vincent TERREAUX	Aurélien THEVENOT
Lionel VALDENNAIRE	Nicolas VIROT		

--	--	--